

Paris, le 5 mai 2011

COMMUNIQUE DE PRESSE

300 millions d'euros au bénéfice de l'AP-HP et de l'amélioration des soins en Ile-de-France : les élus se félicitent de l'engagement de l'Etat.

Réunis hier autour de Claude Evin, directeur général de l'ARS d'Ile-de-France, et de Mireille Faugère, directrice générale de l'AP-HP, Valérie Péresse et plusieurs députés et élus franciliens de la majorité présidentielle ont affirmé leur attachement au développement d'une offre de soins de qualité, accessible à tous les Franciliens.

Alors qu'a lieu jusqu'à fin mai le débat public sur le plan stratégique régional de santé, cette rencontre a permis d'exprimer les préoccupations des Franciliens et de rappeler les engagements forts pris par le gouvernement et sa majorité pour leur garantir une offre de soins de qualité.

Claude Evin a ainsi rappelé que les dépenses d'assurance maladie augmenteraient de 2.9 % en 2011, soit une progression deux fois supérieure à l'inflation. Il a par ailleurs insisté sur l'augmentation des moyens qui vont être consacrés à la prise en charge des personnes âgées et handicapées d'Ile-de-France et 5 000 postes créés sur les trois prochaines années.

De son côté, Mireille Faugère a réaffirmé que les patients et la communauté médicale étaient au cœur de la réforme de l'AP-HP dont l'objectif est de réorganiser l'offre de soins pour prendre en compte les nouvelles techniques médicales et mieux répondre aux besoins des Franciliens.

Très clairement, la santé des Franciliens est au cœur des préoccupations du Gouvernement pour le présent et pour l'avenir.

Dans le cadre du Grand Emprunt, ce sont en effet plus de 300 millions d'euros qui seront affectés à des projets dans lesquels l'AP-HP est partie prenante comme acteur majeur de la recherche, au côté de l'Inserm et des grandes universités biomédicales, pour le plus grand bénéfice des patients.

Les élus franciliens de la majorité présidentielle se félicitent de cet engagement de l'Etat qui contraste singulièrement avec le désengagement de la région. Ils déplorent que l'exécutif régional ne consacre en 2011 que 8,3 millions d'euros en faveur de la santé, soit 0,18% du budget régional, alors même qu'il s'était engagé à investir 1 milliard d'euros sur la durée de la mandature.